

Le logement et ses enjeux : une perspective capitale pour saisir le double impact socialement différencié de la crise sanitaire sur les résultats universitaires et sur les identités étudiantes

Une étude réalisée par Manon Dumesny et Thomas Ly

La crise sanitaire de la COVID-19, en instaurant une proximité inédite avec les facteurs précarisant relatifs au logement, transcende l'intérêt de ce dernier comme perspective d'étude. Ce travail propose une mise en lumière des conditions étudiantes à l'aune de la conjoncture de la situation de logement, de la scolarité numérique et des effets des mutations des socialisations sur les identités.

En introduisant le concept d'« Homme pluriel », Bernard Lahire prend acte de la disparité de l'identité humaine : celle-ci est, à l'image des structures sociales, éminemment complexe, et se construit au travers de processus de socialisations pluriels. La crise sanitaire et les mesures gouvernementales^[1] en vigueur depuis mai 2020 réduisent radicalement les structures sociales et les rendent essentiellement virtuelles ; là où l'individu conjugue d'ordinaire plusieurs identités selon les structures dans lesquelles il évolue, la situation de confinement tend à considérablement réduire ce polymorphisme à une seule de ses déclinaisons. Poissenot analyse le confinement comme « un enfermement dans une version réduite de nous-mêmes » (2020). La précarité numérique et de logement, les charges familiales hétéromorphes et les nuisances sonores sont d'autant de facteurs dont la qualité déjà précarisante se voit intensifiée par les conditions matérielles d'existences contraintes par la crise sanitaire.

Encadré 1 : Mesures sanitaires & gouvernementales

12 mars 2020 : Fermeture officielle des universités et bibliothèques universitaires.

17 mars - 11 mai 2020 : Premier confinement national.

30 oct. - 15 déc. 2020 : Second confinement national.

26 février - 31 mars 2021 : Confinements locaux.

31 mars 2021 : Troisième confinement national.

La nature vraisemblablement omnisciente des restrictions imposées par la crise sanitaire en vigueur et paraissant par ailleurs toucher tout à chacun également laisse penser que ses effets sur la société seraient, eux aussi, homogènes. Pourtant, en France, les revendications sociales en hausse pendant la pandémie et la réalité factuelle révèlent un tout autre paradigme caractérisé par une exacerbation des inégalités sociales agissant à plusieurs niveaux et invisibilisées sur tous. Pour les étudiant.es, cette situation est avivée par la scolarité à distance imposée dans les universités depuis maintenant trois semestres, et par les formes de précarités susmentionnées préexistantes à la crise sanitaire. Dans ce contexte aux mutations sociales plurielles et aux crises polymorphes, les logiques gouvernementales relatives à la condition étudiante ont été tardives, et se sont traduites dans des discours empathiques là où le sens commun escomptait des mesures concrètes. Cette étude ambitionne donc de saisir ce paradoxe fondamental, en étudiant la double dynamique relative à la précarité étudiante mise en exergue par l'étude POF 2020-

21^[2], soit la précarité scolaire et la précarité psychologique, ainsi que leurs enjeux socialement situés. Si cette situation inédite agit sur la santé mentale – la détresse psychologique a touchée 31% des étudiant-e-s lors du premier confinement (OVE, 2020) – et sur les résultats universitaires^[3], ses impacts sont avant tout socialement différenciés. Ces clivages peuvent être constatés à travers les quatre formes de précarité étudiantes que nous retiendrons : les personnes à la charge de l'étudiant-e aux effets genrés ; le logement CROUS qui, étudié au prisme de l'origine nationale, révèle des impacts inégaux sur la santé psychologique ; le nombre de cohabitant.e.s, facteur précarisant et source de nuisances sonores, et la possession d'un ordinateur ainsi la nature de son accès, facteur prépondérant pour la réussite scolaire à distance. Enfin, nous étudierons les prémices de l'impact de la crise sanitaire sur les identités étudiantes à la lumière des formes de socialisations privilégiées avant la crise sanitaire ainsi que pendant, et après le confinement.

Encadré 2 : Enquête POF 2020-21 sur les usages sociaux du numérique des étudiant-e-s

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'enquête par questionnaire 2020-21 du collectif POF menée en ligne lors du premier semestre de l'année universitaire 2020-2021. Elle est l'aboutissement intellectuel d'une collaboration entre étudiant-e-s d'anthropologie et de sociologie et leurs professeur-e-s, des universités de Nanterre, Nantes, Paris 8 Vincennes Saint-Denis et Tours. Le questionnaire saisissait dans quelles mesures le rapport au numérique de la « génération connectée » est différencié, au regard de ses formes d'appropriation et du parcours universitaire, et à la lumière des effets du confinement. Édifiée de 68 questions, il a été administré en ligne par tirage aléatoire auprès de 51 718 étudiant-e-s ou ancien-ne-s étudiant-e-s des universités sus-citées. Si le protocole par tirage aléatoire est garant de la représentativité de l'échantillon, le mode de passation en ligne admet une couverture contrainte par une fracture numérique non-négligeable. À l'issue de ce processus, 6 133 réponses complètes ont été recensées : c'est de cet échantillon que les données et résultats subséquentment présentés sont issus (le champ).

Il s'agit donc d'appréhender la conjugaison des facteurs de précarité susmentionnés, dans l'optique d'éclaircir l'invisibilisation systématique des précarités universitaires et psychologiques des étudiant-e-s concerné-e-s. Ainsi, à l'ère de la crise sanitaire de la COVID-19, alors que les

mesures étatiques et institutionnelles semblent orienter, favoriser et faciliter un enseignement supérieur en distanciel et minimiser par ailleurs les conditions de précarité sociale, économique et psychologiques des étudiant·e·s, comment se fait-il que nous observons tout au contraire des données alarmantes sur tous les plans de la précarité étudiante, exacerbée par surcroît par les impératifs de la scolarisation numérique conjuguées à des conditions de logement particulièrement rudes ? Dans cette perspective de mutations plurielles, dans quelle mesure les identités étudiant·e·s sont-ils et elles impactées par ces nouvelles formes de communication et de socialisation strictement numériques auxquelles ils et elles sont contraintes ? Enfin, en quoi les effets de ces facteurs sont-ils différenciés, et dans quelles mesure contribuent-ils à la reproduction des inégalités sociales, à l'aune des variables de l'intersectionnalité ?

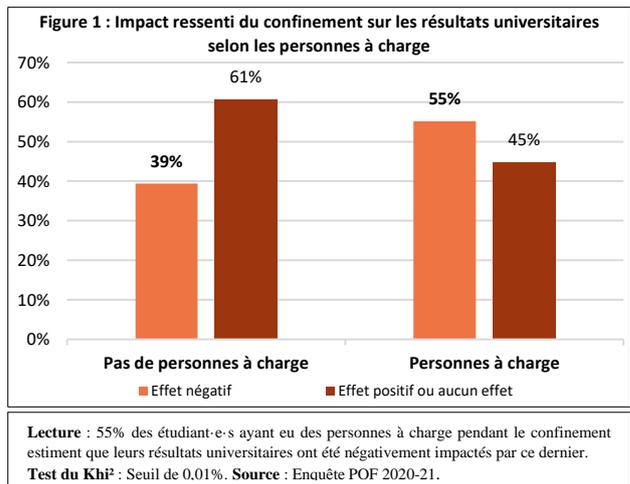
Encadré 3 : Notes méthodologiques

La présente étude mesure notamment les effets des usages numériques sur les résultats universitaires pendant le confinement, à la jonction de divers facteurs de précarité ; ainsi, la variable exploitée pour rendre compte des effets du confinement sur les résultats universitaires s'inscrit dans un registre strictement subjectif en ce qu'elle se fonde davantage sur des effets ressentis que sur des facteurs quantifiables et tangibles.

Aussi, ce que nous qualifierons ici maintes fois par « confinement » désigne le premier confinement en vigueur dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19 (se référer à l'encadré 1).

Les personnes à charge : une responsabilité précarisante et genrée

Si la crise sanitaire et la mise en lumière de l'engagement intensif du corps médical dans les hôpitaux et plus largement des activités du soin à autrui, a permis une reconnaissance sans précédent de ces métiers d'ordinaire invisibilisés, elle a dans un même mouvement participé à renforcer l'ignorance du regard social sur un même phénomène s'inscrivant quant à lui dans la sphère privée : l'éthique du care et plus expressément, le travail que représente le fait d'avoir des personnes à charge. Dans le cadre de notre étude, si les étudiant·e·s déclarant avoir eu une ou plusieurs personnes à leur charge – il peut s'agir d'enfants ou d'autres personnes, cela reste indéterminé – pendant le confinement ne représentent que 5% de l'échantillon, il s'agit toutefois d'une sous-population dont l'existence n'est pas à ignorer au risque de s'inscrire dans la continuité de l'invisibilisation systématique à laquelle cette population est séculairement assujettie. En effet, nos résultats^[fig. 1] montrent un clivage révélateur au sujet des étudiant·e·s ayant eu des personnes à charge pendant le confinement : 55% estiment que ce dernier a eu un effet négatif sur leurs résultats universitaires, là où seul·e·s 39% des étudiant·e·s n'ayant pas eu de personnes à charge estiment la même chose.



Par ailleurs et en accord avec la littérature scientifique relative à l'éthique du *care* (Gilligan, 1986), une différenciation genrée se distingue dans la responsabilité des personnes à charge : parmi les étudiant·e·s déclarant avoir eu cette responsabilité pendant le confinement, 75% sont des femmes. Cela peut s'expliquer par l'asymétrie des rôles culturellement assignés aux femmes et aux hommes dans un ménage, et s'inscrit dans un phénomène séculaire de relégation aux femmes des diverses formes de travail reproductif et de soin. Fondé sur une éthique du *care* féminine naturalisée, ce constat se grave dans une dynamique pérenne d'invisibilisation (Federici, 2018) et d'essentialisation des rôles genrés socialement construits. Ainsi, c'est un rôle expressément ambivalent que se doivent d'incarner les étudiant·e·s, et tout particulièrement les étudiantes, ayant des personnes à charge : il s'agit de conjuguer identité étudiante et identité responsable envers autrui, ce qui admet un travail reproductif important et d'autant plus conséquent en temps de confinement. Aussi, l'effet négatif du confinement sur les résultats universitaires peut s'avérer, sur le long terme, particulièrement précarisant sur le plan économique.

Ordinateurs et accès conflictuels : une problématique socialement située

À l'ère d'une scolarisation dite « en distanciel » et de fait strictement numérique, l'équipement informatique est péremptoire dans la réussite scolaire. D'ordinaire fragilisé·e·s par une précarité numérique préexistante à la crise sanitaire, les étudiant·e·s pouvaient tirer parti des ordinateurs mis à disposition dans les bibliothèques universitaires ou encore des aides à l'équipement numérique proposées par certaines universités. Toutefois, la crise sanitaire et la fermeture temporaire des universités et de leurs bibliothèques prive les étudiant·e·s touché·e·s par la précarité numérique de précieuses ressources et fragilise ainsi leur réussite scolaire. Dans notre étude, la précarité numérique est mesurée selon la possession ou non d'au moins un ordinateur à usage exclusif ou partagé, et selon la nature de son accès, conflictuelle ou non. Nos données montrent que 9% des étudiant·e·s étudié·e·s ne possèdent pas d'ordinateur, qu'il soit fixe ou portable, ou doivent le partager avec au moins une autre personne de

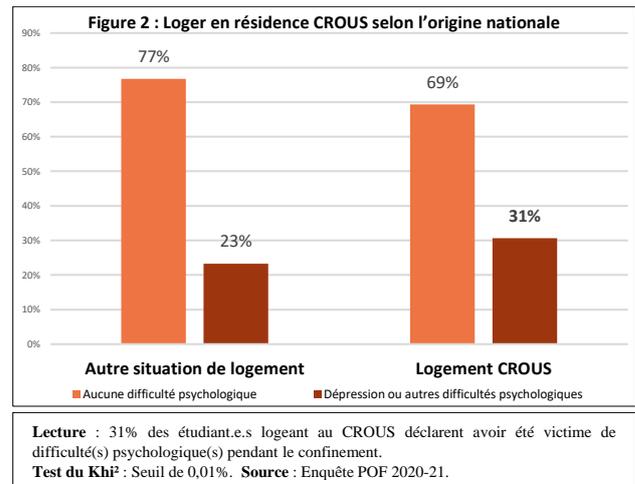
leur foyer. Cela admet un inconfort, voire une fracture numérique aux effets substantiels sur l'assiduité scolaire des concerné·e·s et conséquemment sur leurs résultats universitaires : 52% des étudiant·e·s fragilisé·e·s par cette instabilité estiment que le confinement a eu des effets négatifs sur leurs résultats universitaires. Par ailleurs, pour 7% des étudiant·e·s, le partage d'ordinateur est régulièrement ou systématiquement source de conflits, ce qui là aussi, s'est révélé être pendant le confinement un facteur de précarité scolaire pour plus de la moitié des concerné·e·s (56%).

En outre, ces données présentent une dimension différenciée au prisme de la classe sociale en ce que la possession d'un ou plusieurs ordinateurs de manière exclusive ou partagée – facteurs déterminant en parti la nature conflictuelle ou pacifique de leur usage – est entre autres déterminée par le capital économique (Bourdieu, 1964) de l'étudiant·e·s ou de ses parents ou tuteur·rice·s. Ici, le capital économique est mesuré selon l'accès des parents ou tuteur·rice·s aux études supérieures, dans la mesure où ces dernières sont décisives dans la profession occupée ainsi que dans les ressources économiques acquises et transmises par la suite. Un lien de corrélation se distingue entre l'usage exclusif d'un ou plusieurs ordinateurs et l'accès effectif des parents ou tuteur·rice·s au supérieur, et réciproquement, entre la déposition d'ordinateur ou l'usage partagé de celui-ci, et le nonaccès des parents ou tuteur·rice·s au supérieur. Ces données, témoignant ainsi du lien de corrélation unissant qualité de l'équipement numérique et origine sociale, corroborent la théorie bourdieusienne et passeronienne de la reproduction sociale (1964) et, étudiées à la lumière du refus gouvernemental de retour en présentiel dans les universités, peuvent s'inscrire dans un registre de violence symbolique légitimant la reproduction des rapports de domination et, de ce fait, des hiérarchies sociales (Bourdieu & Passeron, 1970).

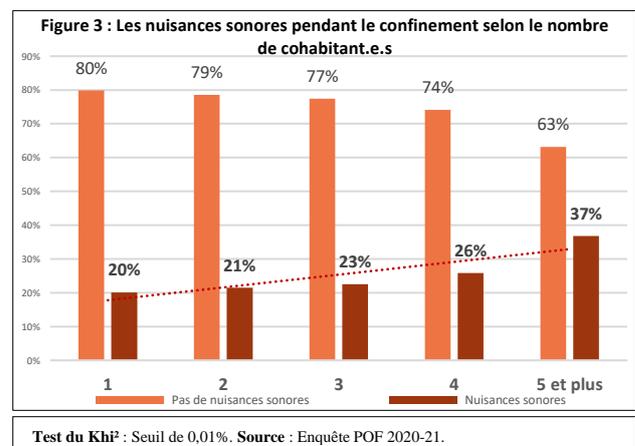
Impact croisé du logement et du nombre de cohabitant·e·s

Dans une même perspective, le logement et ses enjeux sont, eux aussi, au cœur des problématiques mises en exergue par la crise sanitaire. Les résidences CROUS, offrant en priorité aux étudiant·e·s boursier·e·s des logements individuels et meublés allant des chambres 9m² aux studios de 20m², font état tant sur le plan discursif que sur le plan scientifique de conditions de vie et de l'habiter – au sens d'« être présent au monde et à autrui » et de construire une personnalité, en bref, le propre des humains (Paquot, 2005) – particulièrement rudes en temps de confinement pour les étudiant·e·s décohabitant·e·s. Si Paquot estime que l'habiter ne dépend pas de la qualité du logement, c'est un processus qui nécessite toutefois de « faire corps » avec son environnement, ce qui passe de manière éminente par la construction et l'alimentation de liens inter-individuels. L'essence même des mesures sanitaires visant la diminution, voire en période de confinement, la cessation

de ces contacts, les étudiant·e·s logeant en résidence CROUS sont parmi les plus précarisé·e·s sur le plan psychologique^[fig. 2].



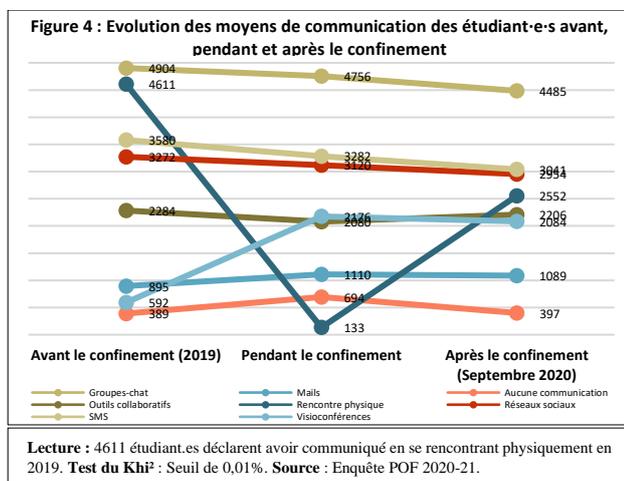
Cette manifestation de précarité psychologique touche davantage les étudiant·e·s n'ayant pas la nationalité française et, dans une moindre mesure celles et ceux possédant la nationalité française et une autre nationalité – ces dernier·e·s représentent respectivement 11% et 8% de leur sous-population totale à loger en résidence CROUS, là où les étudiant·e·s uniquement français·e·s sont 5%. Rappelons la double dynamique inhérente à la précarité psychologique : celle-ci est à la fois un indicateur de précarité en ce qu'un sentiment de déprime affecte négativement les résultats universitaires selon 65% des étudiant·e·s victimes de difficultés psychologiques pendant le confinement, mais aussi une conséquence commune des formes de précarités mobilisées dans cette étude. En outre, les logements imposant un nombre élevé de cohabitant·e·s présentent eux aussi des conditions précarisantes, et ce sur un double continuum. On constate que l'augmentation du nombre de cohabitant·e·s évolue à la hausse dans un même mouvement que des nuisances sonores importantes^[fig. 3].



Ce facteur tient sa dimension de précarité dans la mesure où l'on observe que les étudiant·e·s qui ont vécu dans un logement aux nuisances sonores élevées pendant le confinement estiment à hauteur de 58% que ce dernier a négativement impacté leurs résultats universitaires.

Socialisations atypiques et identités confinées

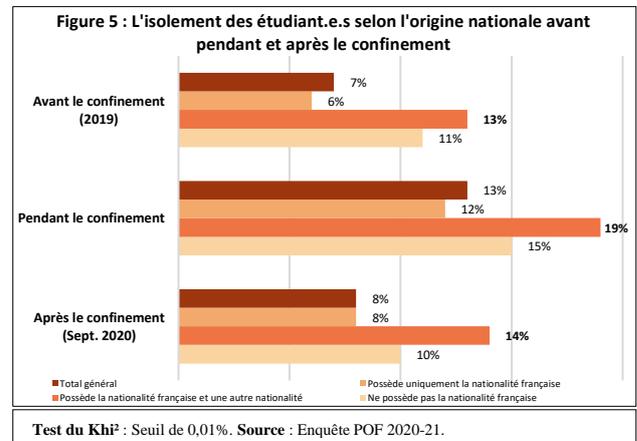
« L'homme pluriel est la règle plutôt que l'exception ». Tel que Lahire le stipule à la veille du 21^{ème} siècle, l'acteur social contemporain tend davantage à se définir par une éminente hétérogénéité que par une profonde unicité. Le contexte social propre à la crise sanitaire redéfinit la nature plurielle des contextes sociaux par lesquelles chacun·e se construit. L'exploitation des variables abordant les formes de communication des étudiant·e·s avant, pendant et après le confinement nous a permis de mesurer par analyse comparative l'évolution des formes de socialisation des étudiant·e·s selon les contraintes sociales propres à ces trois temporalités. Ces dernières, étudiées au prisme du postulat lahirien de la pluralité de l'identité, sont significatives de la manière dont les identités étudiant·e·s ont été impactées et altérées par la situation sanitaire [fig. 4].



À l'exception des communications se prêtant aux études en distanciel (mails, outils collaboratifs et visioconférences) et des rencontres physiques, nous observons une diminution générale de l'utilisation des moyens de communication dès le confinement. Les rencontres physiques quant à elles se distinguent par une drastique diminution pendant le confinement, devenant le moyen de communication le moins utilisé. Si ces dernières réévoluent à la hausse dès septembre, elles demeurent néanmoins inférieures à tout type de communication n'étant pas directement liées aux études en distanciel. Ce constat nous oriente ainsi vers l'hypothèse d'une reconfiguration des rapports sociaux des étudiant·e·s, résultant d'un confinement cherchant à minimiser les rencontres physiques, et se traduisant par l'émergence de rapports sociaux davantage structurés autour de la télécommunication, ainsi pérennisés après le confinement.

En outre, les mutations socialisatrices susdites provoquent et renforcent diverses inégalités [fig. 5] : la part d'étudiant·e·s isolé·e·s – soit celles et ceux qui, selon la période, n'ont eu aucune forme de communication avec leurs homologues – augmente considérablement pendant le confinement. L'on note que les étudiant·e·s possédant la nationalité française et une autre nationalité sont les plus touché·e·s par l'isolement étudiant, toutes temporalités confondues, et à

hauteur de 19% pendant la période de confinement. Les étudiant·e·s ne possédant pas la nationalité française sont aussi particulièrement touché·e·s par l'isolement étudiant avant, pendant et après le confinement. Celles et ceux possédant uniquement la nationalité française sont par ailleurs les moins touché·e·s par l'isolement étudiant.



Ces résultats, déjà significatifs en eux-mêmes en ce qu'ils témoignent des inégalités d'intégration selon l'origine nationale, comportent une autre dimension. Nous observons que l'isolement étudiant est caractérisé par une précarité duale, simultanément scolaire et psychologique : les étudiant·e·s les plus isolé·e·s pendant le confinement sont 51% à estimer que ce dernier a eu un effet négatif sur leurs résultats universitaires, là où les étudiant·e·s non isolé·e·s des socialisations étudiantes sont 39% à déclarer la même chose. Le constat est le même lorsque l'on s'intéresse aux difficultés psychologiques. Non seulement exacerbé par le confinement, l'isolement étudiant n'agit ainsi pas de manière homogène, et touche notamment celles et ceux possédant une double nationalité dont une française, et celles et ceux ne possédant pas la nationalité française.

Conclusion

La crise sanitaire ainsi que le caractère uniforme de ses mesures apparaissent comme une rupture vis-à-vis de l'individualisme systémique et de la société singulariste (Martuccelli, 2010) grandissants depuis la seconde modernité des années soixante (Poissenot, 2020), dans la mesure où elle semble rappeler la relative dépendance liant tout à chacun au reste de la société. Pourtant et comme nos résultats empiriques en témoignent à un niveau microsociologique, la crise sanitaire présente une multiplicité d'impacts différenciés et invisibilisés, fragilisant davantage des groupes sociaux qui, d'ordinaire déjà, cumulent des conditions de vie et matérielles d'existences précarisantes. *In fine*, si l'orée de l'influence de la crise sanitaire sur les identités étudiantes se distingue, il demeure précoce d'en cristalliser la portée. Aussi, la perspective d'étude de la construction identitaire pluridimensionnelle des étudiant·e·s et les effets que peut avoir ce confinement des identités à l'intérieur d'un ménage sont à étayer sur le long terme, fortes de leur pertinence sociologique et de leur occurrence inédite.